



## **BAROMÈTRE SPÉCIAL RÉTROSPECTIVE 2013**

18 décembre 2013

Enquête réalisée par **PluriConseil** du 9 au 12 décembre 2013 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

## ANALYSE

### **Davantage de secteur privé**

**Par Eric NG PING CHEUN**

Le jugement de nos analystes économiques et financiers est sans appel. Dans le présent baromètre, ils sont quasiment unanimes à dire que notre secteur privé a manqué de dynamisme au cours de l'année 2013. S'il n'est pas dynamique dans l'action, pourra-t-il l'être dans la réflexion ? Le gouverneur de la Banque de Maurice semble le croire, appelant le secteur privé à réfléchir à un renouveau économique. Dans cette perspective, l'Etat se cantonnera à son rôle de facilitateur, laissant les entreprises privées générer la croissance. Ainsi, pour éviter un débat idéologique, M. Bheenick ne propose pas plus de marché ou moins d'interventionnisme étatique, mais il suggère davantage de secteur privé dans la poursuite de notre développement économique. Voilà une belle idée qui mérite d'être remise à jour devant la frilosité des gouvernants.

Compte tenu de l'instabilité du contexte économique actuel, nos analystes sont à moitié satisfaits de la politique économique qu'a menée le ministre des Finances durant l'année. La situation exigeait une politique plus audacieuse, mais aussi un meilleur service du secteur public. Malgré tout, la majorité des spécialistes interrogés estiment que 2013 aura été une "assez bonne" année pour notre économie. Ils ne la trouvent pas très bonne, car ils sont inquiets du rythme de notre croissance économique. Celle-ci a reculé continuellement ces trois dernières années, passant de 4,2% en 2010 à 3,2% en 2013.

Qu'en serait-il si le secteur privé était dynamique et fonceur, si le grand argentier avait une démarche plus réformatrice, et si le secteur public s'améliorait ? Notre économie connaîtrait-elle alors une croissance à l'africaine, soit au-delà de 5% ? Mais d'après une étude du Fonds monétaire international, notre croissance potentielle, celle qui correspond au plein emploi des facteurs de production, ne dépasserait pas 4,5% aujourd'hui. Comme quoi ceux qui espèrent encore une croissance de 6% pour faire baisser le chômage ne prennent pas la pleine mesure de la nouvelle réalité économique qui s'est installée dans le pays. La croissance, comme l'a identifié M. Bheenick, est devenue un défi majeur.

Or il faut reconnaître l'importance de l'orientation libérale dans la croissance économique. Laissons les quidams en mal de publicité voir toujours la politique d'on ne sait quel "ultra-libéralisme". Le fait est qu'à Maurice, l'Etat pratique un interventionnisme résolu. Il n'y a pas un seul secteur économique qui ne soit pas réglementé plus qu'il n'en faut. Il existe toujours une politique de protection douanière qui favorise une industrie manufacturière improductive, des subventions à la consommation qui alourdissent le budget de l'Etat, des

augmentations salariales qui paralysent l'emploi, et des baisses artificielles du taux d'intérêt qui pénalisent l'épargne et encouragent les investissements non rentables. De là un endettement excessif des ménages, des entreprises et de l'Etat, qui marquera l'échec de telles stratégies de développement.

L'interventionnisme des pouvoirs publics a eu pour effet de susciter chez les entrepreneurs, les investisseurs, les commerçants et les gestionnaires privés des attitudes bureaucratiques, alors qu'un comportement d'innovation et d'ouverture à la concurrence est indispensable à une croissance soutenable. Ces derniers passent leur temps à essayer d'obtenir des autorités un traitement favorable afin d'engranger des rentes. La course à la rente détourne l'énergie des opérateurs privés des activités productives, gaspille des ressources limitées et freine l'essor de l'économie. La réglementation pousse à la recherche de rente, amenant les entreprises à consacrer moins d'effort à un meilleur fonctionnement.

Lorsque l'Etat lui-même se lance dans la production par le truchement d'entreprises publiques, les décisions de leurs responsables sont dictées davantage par des préoccupations politiques que par le profit. Ici, les choix stratégiques dans les domaines de l'investissement, des salaires et des finances sont régis par les procédures bureaucratiques. Et souvent les carrières des gestionnaires dépendent moins des résultats opérationnels de l'entreprise que de leurs liens avec les maîtres gouvernementaux.

La prolifération d'entreprises étatiques a élargi le comportement bureaucratique à des activités que les entreprises privées auraient pu assurer avec compétence et efficacité. Si nous voulons que le secteur privé joue un rôle de leader avec sa propre vision, il convient de rétrécir le champ de l'Etat au profit des stimulants du marché. Ces derniers, associés à de nouvelles techniques de production, inciteront les entreprises à améliorer leur gestion et à élever leur productivité.

Le marché, en créant la concurrence, contribue à stimuler la productivité, car les producteurs doivent travailler plus efficacement et réduire leurs coûts. En raison d'un secteur privé trop endetté, l'accroissement du revenu national ne viendra pas d'une accumulation rapide de capital, reflétée par de forts taux d'investissement. Le seul moyen pour Maurice de devenir un pays à hauts revenus, c'est par des hausses de productivité de tous les facteurs servant à la production. Or les distorsions de prix réduisent la productivité de l'emploi du travail et du capital. Ce sont les forces du marché, et non les réglementations, qui conditionnent le rythme de croissance des revenus et de la productivité.

M. Bheenick n'est sans doute pas pro-secteur privé au sens où l'entendaient les anti-Mansoor, mais il sait bien que pro-business ne veut pas dire pro-marché. En tant que régulateur, il ne peut pas louer les vertus du marché. C'est définitivement au secteur privé de penser.



1) Pour vous, 2013 a été pour l'économie mauricienne une année...



### **Une assez bonne année 2013**

Trois analystes sur cinq trouvent que l'économie mauricienne a connu une "assez bonne" année. Selon eux, *"growth rate was fair and so was inflation rate. Major projects are being carried out or completed. Employment level is also in control."* Cependant, on pouvait faire mieux, vu que *"economic visibility remains poor, and we still do not have clear economic strategies"*. Pour les 40% de répondants qui estiment que 2013 a été une "assez mauvaise" année pour l'économie, *"the country's economic performance continues to be marred by the delicate external context, with many economic indicators in unfavourable zones"*.

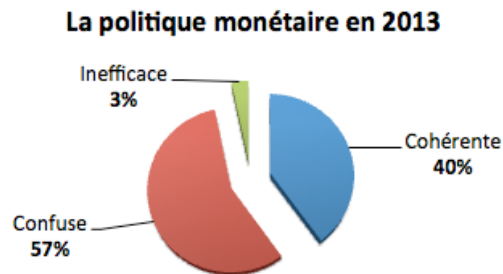
2) L'indicateur économique qui a suscité le plus d'inquiétudes chez vous pendant l'année 2013 est....

La croissance	60%
Le chômage	30%
L'inflation	3%
Le déficit budgétaire	7%

### **Inquiétudes sur la croissance**

Neuf analystes sur dix étaient inquiets par rapport à la croissance économique ou au chômage durant cette année. La production nationale a progressé de 3,2% en termes réels, un taux inférieur à celui de nombreux pays africains. A 8,3%, dira un économiste, *“unemployment remains a thorny issue especially among the young and female. There is no job creation but a drastic cut in overtime in many companies.”* Le lien entre croissance et emploi est évident, comme l'explique un spécialiste : *“To the extent that it reflects underlying difficulties and impacts on unemployment, the low and slowing growth warrants our attention with particular concerns in respect of our external competitiveness to be firmly addressed, the more so considering the high external deficits.”*

3) La performance de 2013 des secteurs suivants a été...



	Textile	Tourisme	Bourse de Port Louis
Mieux que prévu	37%	27%	67%
Moins bien que prévu	7%	33%	3%
Comme attendu	57%	40%	30%

### La Bourse seulement mieux que prévu

Le marché boursier a fait mieux que les marchés réels du textile et du tourisme, au-delà ce que pouvaient espérer deux tiers des personnes interrogées. En effet, le Semdex a grimpé près de 20% depuis le début de l'année. L'industrie textile, elle, a réalisé ce qu'on attendait d'elle en 2013, soit une faible croissance positive. En ce qui concerne le tourisme, un tiers des analystes estiment que sa performance a été moins bien que prévu, les dépenses par touriste ayant diminué. Le problème est que Maurice est toujours dépendante de la zone euro.

4) Etes-vous satisfait de la politique économique menée par le ministre des Finances durant l'année 2013 ?

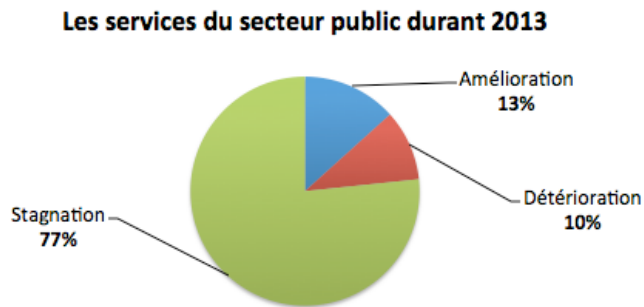
Très Satisfait	0%
Assez Satisfait	53%
Assez Insatisfait	47%
Très Insatisfait	0%

### **Le verre à moitié plein**

La politique économique appliquée par le ministre des Finances cette année a suscité des sentiments mitigés parmi nos analystes. Certains voient le verre à moitié plein (53% de satisfaction), d'autres à moitié vide (47% d'insatisfaction). Les premiers disent que la performance de l'économie mauricienne ne dépend pas que du gouvernement, mais aussi de la situation de la zone euro et des stratégies adoptées par les entreprises privées. Les seconds constatent, néanmoins, que *"for all the good intentions, there is a general feeling that the economic reform process is moving at a restrained pace"*. De plus, *"there are still many roadblocks which are suffocating the economy"*.



5) Comment avez-vous vu la politique monétaire suivie en 2013 ?



### Une politique monétaire confuse

Pour trois analystes sur cinq, la politique monétaire en 2013 est apparue confuse, voire inefficace. Le gouverneur de la Banque de Maurice fut mis en minorité au sein du comité de politique monétaire en deux occasions, dont une relative à une baisse du taux d'intérêt. Ce qui fait dire à certains que *“monetary policy is stuck”*, et que *“using the monetary policy to get the economy going is dangerous”*. Le statu quo aurait été plus approprié, car *“monetary policy is irrelevant to the challenges we are facing”*. Pour d'autres, *“notwithstanding some mixed signals at times, the monetary policy has been generally consistent”*.

6) Comment avez-vous trouvé le secteur privé en 2013 ?

### La consommation des ménages fin décembre



Dynamique (fonceur)	7%
Tiède (sans ferveur)	53%
Passif (attentisme)	40%

### Le secteur privé manque de dynamisme

Selon 93% de répondants, le secteur privé ne s'est pas montré dynamique et fonceur pendant l'année 2013, mais plutôt tiède, sans ferveur et même passif. Cet attentisme demeurera *"as long as Government continues to make U Turn on policies like energy and land conversion. The soft issues of bashing the private sector and of law and order won't help."* Face à des difficultés de trésorerie et à une faible demande, les entreprises gagneront à résoudre leurs problèmes structurels, au lieu d'attendre des subventions publiques. Et la modération de l'inflation devrait les inciter à se désendetter par un nouvel apport de capital.

7) Avez-vous observé dans les services du secteur public durant l'année 2013 une...

### **Le secteur public ne s'améliore pas**

Les services du secteur public stagnent, voire se détériorent, malgré la hausse des salaires accordée par le Pay Research Bureau au début de 2013. C'est l'avis de 87% d'analystes. Pourtant, *"there are good people but the system is eroding our competitiveness and is slowing down the decision making process"*. Le manque de discipline dans le secteur public coûte cher à l'économie. Un économiste ne se fait plus d'illusion : *"Public sector reform remains a dream."*

8) Selon vous, pour les fêtes de fin d'année, la consommation des ménages sera...

### **Consommation sobre fin décembre**

La majorité des répondants anticipent que les ménages consommeront modérément durant les fêtes de décembre. Comme d'habitude, ils dépenseront leur boni de fin d'année, étant influencés par les publicités agressives. Ceux qui s'adonneront à une forte consommation se serviront beaucoup de leur carte de crédit. Si l'on s'endette pour consommer, un gestionnaire de fonds aura alors raison de dire que l'indicateur économique le plus inquiétant, c'est le déficit du compte courant, puis l'endettement des ménages, ensuite le chômage...

**PluriConseil Ltd**

*Business Registration Number:* C08052270

*Managing Director:* Eric Ng Ping Cheun

*Address:* 38, Aldrin street, Pointe aux Sables, Mauritius

*Telephone:* +230 2136719

*Fax:* +230 2342761

*E-mail:* [pluriconseil@orange.mu](mailto:pluriconseil@orange.mu)

*Website:* [www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com)

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.